

Pour une mode responsable, vers un éco score européen unifié

Les Ceméa appellent à l'adoption rapide d'un éco score textile européen unifié, obligatoire et lisible, fondé sur des critères scientifiques exigeants et communs.

Ils demandent un encadrement plus strict des pratiques de surproduction, incluant un contrôle effectif de l'interdiction de destruction des invendus et des mesures ciblant les modèles d'ultra fast fashion.

Ils défendent le développement d'une politique européenne associant régulation économique et éducation populaire afin de soutenir durablement des modes de production et de consommation compatibles avec les exigences écologiques.

Il est important d'arriver à une cohérence européenne ambitieuse pour transformer la filière textile. Alors que la France déploie un éco score textile et que l'Union européenne s'apprête à interdire, à partir du 19 juillet 2026, la destruction des vêtements invendus pour les grandes entreprises, une étape décisive pourrait s'ouvrir.

Ces évolutions traduisent une prise de conscience politique. Elles restent toutefois insuffisantes si elles ne s'inscrivent pas dans une stratégie européenne plus globale, lisible, exigeante et partagée.

La filière du textile constitue l'un des secteurs les plus polluants au monde. Elle représente le quatrième poste d'empreinte écologique des ménages européens, derrière l'alimentation, le logement et la mobilité. Chaque année, 12,6 millions de tonnes de déchets textiles sont générées en Europe, dont seulement une faible part est recyclée. En France, plus de 800 000 tonnes de textiles sont mises sur le marché chaque année. Surproduction, renouvellement accéléré des collections et gaspillage massif révèlent un modèle économique fondé sur le volume et la vitesse, incompatible avec les objectifs de transition écologique.

L'éco score textile, un outil nécessaire mais encore fragmenté

L'éco score textile introduit en France constitue un outil de transparence. Depuis octobre 2025, les marques volontaires peuvent afficher le coût environnemental de leurs produits. En agrégeant des données sur les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'eau, la biodiversité, l'usage de produits chimiques, la durabilité ou encore le relargage de microfibres, il vise à rendre visible l'impact global d'un vêtement.

Malgré ces avancées, plusieurs limites persistent. Des biais méthodologiques favorisent encore certains matériaux et modes de production intensifs. La multiplication des labels et systèmes de notation nuit à la lisibilité pour le public. Le score chiffré rend compte de la complexité des impacts mais reste peu accessible. À l'inverse, des systèmes plus visuels tendent à simplifier excessivement la réalité. Cette

fragmentation entretient la confusion et affaiblit la portée pédagogique de l’affichage environnemental. Comme le souligne l’UFC-Que choisir, l’enjeu ne se limite pas à l’information du public mais concerne aussi le contrôle des normes et la réduction des volumes mis sur le marché.

L’interdiction européenne de destruction des invendus marque une rupture en mettant fin à des pratiques de gaspillage longtemps tolérées. Elle ne résout cependant pas la question centrale de la surproduction. Sans encadrement plus strict des modèles « de modes », sans soutien aux filières de réemploi et de réparation, et sans contrôle effectif des règles adoptées, le risque est de déplacer le problème plutôt que de le traiter à la racine.

Les enjeux d’une transformation durable

La transition de la filière du textile soulève des enjeux écologiques, sociaux et éducatifs. Elle suppose d’améliorer la traçabilité des chaînes de production, de réduire l’extraction de ressources, de limiter les pollutions et de garantir des conditions de travail dignes. Elle implique aussi de transformer les pratiques de consommation.

L’Éducation populaire à un rôle structurant dans ce processus. Elle permet de développer l’esprit critique face aux logiques de surconsommation, de rendre compréhensibles les impacts environnementaux et de valoriser des alternatives concrètes comme la réparation, le réemploi ou la seconde, voir la troisième main. L’éducation populaire ouvre des espaces pour inventer et construire des alternatives. Elle permet aux citoyen·nes de s’impliquer, de se sentir concerné·es et d’agir ensemble sur ces enjeux parfois déconcertants.

Ce que proposent les Ceméa

Les Ceméa défendent une approche européenne coordonnée qui articule régulation, information et éducation. Un éco score européen unifié permettrait d’offrir une information claire et comparable dans l’ensemble des pays membres, d’exercer une pression cohérente sur l’industrie textile et de limiter les distorsions de concurrence.

Ils soutiennent également le renforcement des politiques publiques en faveur de l’économie circulaire, le développement de filières locales de réparation et de réemploi, ainsi qu’un accompagnement des acteurs et actrices économiques vers des modèles moins dépendants de la surproduction.

Enfin, ils affirment la nécessité d’intégrer pleinement l’éducation à la consommation responsable dans les politiques de transition écologique, en s’appuyant sur les mouvements d’éducation populaire et les dynamiques territoriales.

Pour les Ceméa, cela s’inscrit dans l’ambition de convergence des enjeux écologiques, économiques et sociaux.